

C'est en 1971 que l'Union soviétique eut un nombre plus élevé de missiles basés à terre que les États-Unis. La même année, M. Trudeau se rendit en Union soviétique où il signa un accord de consultation en matière d'affaires étrangères qui est analogue à l'accord qui a été conclu entre l'Union soviétique et la France. Je n'ai pas entendu parler des consultations en particulier mais puisqu'ils ont signé un accord, je suppose qu'il y a eu des consultations. Cette année-là, la guerre éclate entre l'Inde et le Pakistan après l'invasion, par l'Inde, de l'Est du Pakistan qui est devenu le Bangladesh.

En 1972, le président Nixon se rendit à Pékin et à Moscou; il y avait 23 ans que les États-Unis refusaient de reconnaître la Chine. C'est cette année-là que l'accord Salt I et le traité relatifs aux missiles antibalistiques furent signés.

Ce sont là des événements que le premier ministre ne juge pas suffisamment importants ou dignes d'être reconsidérés dans le contexte de la situation mondiale actuelle.

En 1973, le Marché commun porta le nombre de ses membres de six à neuf, après l'entrée de l'Irlande, de la Grande-Bretagne et du Danemark. C'est au mois d'octobre qu'éclata la guerre entre les Arabes et les Israéliens. Elle fut suivie par la menace pétrolière des pays arabes. C'est également cette année que fut renouvelé l'accord du NORAD entre le Canada et les États-Unis.

C'est en mai 1974 que l'Inde fit exploser son premier engin nucléaire, grâce aux techniques dérivées d'un réacteur canadien. Au mois de juillet, l'armée turque envahit Chypre, ce qui incita le Canada à y envoyer des troupes. Elles y sont toujours 5 ans plus tard. Au mois d'août, le président Nixon démissionna à la suite du scandale du Watergate. Cela a complètement échappé à l'attention du premier ministre.

La guerre du Viêt-Nam s'est terminée en 1975 avec la chute de Saigon et l'écroulement du gouvernement du Viêt-Nam du Sud. Cela a sûrement eu des incidences sur notre politique étrangère et notre politique de défense. Il n'y a pas de doute, non plus, que la guerre israélo-égyptienne a modifié les vues du ministère de la Défense nationale.

En 1975, les hostilités ont commencé en Angola où les nationalistes aidés par les Soviétiques et les Cubains ont remporté la victoire. Les Soviétiques ont entrepris la construction d'une base de missiles et d'une installation de manutention à Berbera, en Somalie.

En 1976, les Soviétiques ont déployé le char T-72 en Europe et ont terminé la construction de leur premier porte-avions, le Kiev.

En 1977, la guerre faisait rage entre les régimes communistes du Viêt-Nam et du Cambodge. L'intervention soviétique dans la péninsule africaine s'est accentuée. Après avoir tout d'abord appuyé la Somalie, les Soviétiques ont ensuite décidé d'appuyer l'Éthiopie. Comme en Angola, ce sont les Cubains surtout qui ont pris les armes tandis que les Soviétiques fournissaient le matériel et les fonds.

En 1978, l'OTAN a convenu d'augmenter de 3 p. 100 par an en termes réels, pendant cinq ans, les dépenses dans le domaine de la défense. La révolution en Iran a commencé. Cette année-là, l'URSS a déployé en Europe le missile SS-20 à moyenne portée. Cela lui donnait pour la première fois l'avantage sur l'Europe de l'Ouest. Ses missiles basés derrière les Oural, en Russie, pouvaient atteindre n'importe quelle cible européenne. Il s'agissait de missiles sur rampe mobile de

lancement et non pas du genre nécessitant des installations fixes. Contre ceux-ci, les missiles de l'OTAN ne pouvaient même pas atteindre la Russie à partir de l'Allemagne de l'Ouest. Ils n'étaient opérationnels que dans un rayon englobant certains pays satellites tels que l'Allemagne de l'Est.

● (1230)

En 1979, la guerre frontalière entre la Chine et le Viêt-Nam a été déclenchée et l'Union Soviétique a envahi l'Afghanistan. A cette époque, notre premier ministre comateux (M. Trudeau) était d'avis qu'il ne se passait rien, qu'il n'y avait pas lieu de s'intéresser ni à notre propre défense ni aux affaires étrangères. Que diable allons-nous faire? Vers quoi nous dirigeons-nous?

Le budget de la défense nationale est maintenant de l'ordre de cinq milliards de dollars; à mon avis, les Canadiens qui acquittent chaque année cette somme sont en droit de savoir quelle est la position actuelle du Canada en matière de défense et quelle politique le gouvernement entend adopter. Si le ministre n'a aucune idée à ce sujet—et il y a lieu de croire qu'il n'en a pas—il devrait, à mon avis, demander au Livre blanc pour mettre de l'ordre dans ses propres idées, tout au moins. Mais ce document nous permettrait probablement de savoir ce qui nous pend au bout du nez et ce que les contribuables peuvent espérer contre leurs cinq milliards de dollars.

Pour autant que je sache, le gouvernement actuel semble avoir décidé de poursuivre les politiques énoncées par le premier ministre en 1968. Les conservateurs avaient prévu la publication d'un Livre blanc sur la défense pour le mois de septembre de l'année en cours. Puisque nous n'aurons aucune orientation nouvelle pour ce qui est des politiques de défense et de relations étrangères, il nous faut encore nous fier aux mêmes vieilles idées du premier ministre et de son petit cénacle de mandarins. Cela m'étonnerait qu'un ressassement des mêmes vieilles idées puisse le moins servir les intérêts des Canadiens, pas plus d'ailleurs qu'un remaniement des pouvoirs ne pourrait aboutir à autre chose qu'au même désastre, mot qui pourrait décrire le résultat de quelques 11 années de domination bureaucratique.

J'aimerais vous entretenir quelques minutes de cette domination bureaucratique. Malgré la tradition canadienne de gouvernement parlementaire selon laquelle des ministres élus doivent tout à la fois élaborer des programmes et en être comptables devant le Parlement du Canada, le premier ministre actuel a, en 1979, mis au point un système selon lequel le pouvoir véritable d'élaborer des programmes a été confié à ses bureaucrates, et les ministres obligés de rendre compte de ces programmes à la Chambre. Ces derniers étaient suffisamment informés pour pouvoir répondre aux questions, ou encore pour pouvoir inventer des réponses à la Chambre et il semble que ce soit là l'ensemble de leurs fonctions.

Ce qui s'est révélé-êtré un mépris profond à l'endroit du processus démocratique a permis au premier ministre et à son club de mandarins dirigés par M. Pitfield, bien sûr, de dénaturer le rôle du cabinet, particulièrement dans les domaines de la politique étrangère et de la défense. En fait, au lieu de s'en remettre au cabinet, le premier ministre a établi son propre système dans le bureau du Conseil privé et les ministres étaient, semble-t-il, invités à apposer leur signature sur des documents qu'ils avaient peut-être seulement quelques minutes